

riennes et de passer à leur destruction physique.

Sans l'anéantissement des prolétariats plus avancés, jamais nous n'aurions vécu une pareille tragédie. Jamais l'on ne serait arrivé à localiser et à étouffer la bataille d'Espagne jusqu'à en faire une petite guerre capitaliste. Car il faut le dire ouvertement : en Espagne n'existaient pas les conditions pouvant faire des soubresauts des prolétaires ibériques le signal d'un réveil mondial du prolétariat, alors qu'ils y existaient à coup sur des contrastes économiques, sociaux et politiques plus profonds et plus exacerbés que dans d'autres pays. A défaut même de toute analyse — et nous la ferons plus loin — la possibilité qu'ont eu les forces socialo-centristes de tous les pays de transformer et de dénaturer la signification des événements d'Espagne à un rythme mille fois plus avancé que les organisations ouvrières agissant en Catalogne, par exemple, prouve que le capitalisme mondial ne s'est pas trompé dans son appréciation et qu'il a immédiatement compris qu'il pourrait passer impunément au massacre des ouvriers en Espagne.

LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE EST BIEN CAPITALISTE

Dans « Bilan » a déjà été exposée l'idée que la bourgeoisie espagnole appartenait aux vieilles bourgeoisies d'Europe et qu'il était profondément erroné de parler de révolution bourgeoise, même par rapport à une structure économique où subsistent de profonds anachronismes. Nous avons défendu la thèse qui revient à prouver que la bourgeoisie espagnole, au lieu d'évoluer sur la base d'un développement industriel la dirigeant vers une lutte à mort contre le féodalisme, s'est, au contraire développée sur la base de l'investissement de ses capitaux dans d'immenses territoires coloniaux alors qu'elle s'adaptait à la structure du féodalisme qu'elle tentait d'accommoder à ses nécessités. La perte de ses grands territoires, et la révolution industrielle qui ouvrit l'ère de la domination mondiale du capitalisme devait jeter l'Espagne dans des convulsions sociales où le capitalisme allait se trouver dans l'impossibilité de trouver, en même temps qu'une issue, une solution au développement économique nécessitant un bouleversement total de l'économie.

De la phase actuelle découlent, cependant, des enseignements d'une richesse inappréciable. Il faut armer le prolétariat de tous les pays pour des batailles qui ne peuvent plus être des soubresauts mais qui doivent, pour triompher, emprunter la grande voie de la révolution communiste. Ni les fusils, ni les mitrailleuses, ni les sacrifices sublimes et sanglants consentis par les ouvriers ne peuvent remplacer une vision historique et programmatique de la situation et cette vision ne s'acquiert pas spontanément : elle résulte de l'analyse des bases et du mécanisme même de la lutte des classes.

Notre fraction a tenté d'apporter sa contribution aux événements d'Espagne, contribution de nature politique et dirigée vers la défense de positions qui puissent donner conscience aux ouvriers espagnols de la nature de leur lutte et des positions de classe sur lesquelles, à notre avis, — et nous sommes ici les porteurs d'une expérience terrible de guerre civile — il est possible de retrouver le chemin de la révolution prolétarienne. Le lecteur trouvera ici le produit de notre intervention.

Nous nous bornerons ici à mettre en évidence les éléments de l'évolution historique qui confirment clairement notre appréciation, nous réservant de revenir plus tard sur le processus de la formation et de l'évolution économique du capitalisme en Espagne.

Avec le bouleversement social déterminé par la révolution française, et grâce à la guerre d'Indépendance contre la domination française, la bourgeoisie essaye de se donner une constitution libérale. C'est la Junte Centrale qui devait aboutir à la Constitution de Cadix de 1812 où l'élément prédominant au point de vue idéologique est, évidemment, la bourgeoisie libérale. Dès ce moment apparaît un phénomène que nous retrouverons tout au long de l'évolution de l'Espagne : puisque le développement économique, la structure de la société espagnole ne contient pas les fondements permettant d'asseoir les bases de l'Etat capitaliste moderne (selon le modèle anglais ou même français), c'est au travers de la violence, de l'armée, que les libéraux essayeront d'instaurer le régime « du peu-

ple », comme c'est par l'armée que les mouvements sociaux qui déferleront en réaction à leurs tentatives seront écrasés en même temps que le libéralisme. De 1812 à la République démocratique actuelle, l'Espagne a connu plus de cent Constitutions, sans compter l'instauration de la République éphémère de Pi y Margall. Et, tout au long de ce développement historique accidenté, nous retrouverons le même schéma, mais d'une façon toujours plus accentuée, du fait de l'intervention sans cesse croissante du prolétariat. Chaque pas que fera la bourgeoisie pour conformer son développement à celui du capitalisme des autres pays se heurtera à l'impossibilité de bouleverser toute la structure économique et systématiquement au libéralisme succèdera la réaction la plus noire, alors que la formation et la croissance du prolétariat ibérique se déroulera au sein de ces contrastes insolubles.

Dès 1840, l'apparition du mouvement ouvrier en Catalogne, les grèves des ouvriers du textile feront comprendre à la bourgeoisie l'impossibilité d'une transformation pacifique des secteurs anachroniques de son économie et la nécessité de passer préalablement au massacre des ouvriers, seule condition pour aboutir à une transformation de son système sans en ébranler les bases mêmes. C'est pourquoi, aux premières grèves de la Catalogne, correspondent les massacres du général Zapatero et, aux diverses phases constitutionnelles, le massacre des ouvriers. L'Espagne aborde la phase mondiale de l'impérialisme dans un état de convulsions internes où les mouvements sociaux jaillissent sans arrêt et se heurtent aux tentatives du capitalisme d'instaurer une structure de démocratie bourgeoise sans disposer, pour cela, des bases économiques indispensables. La guerre lamentable avec l'Amérique pour Cuba vient d'ailleurs apporter une démonstration éclatante du caractère sénile du capitalisme espagnol. A partir de cette époque, c'est à l'intervention du capitalisme mondial que l'Espagne doit le développement industriel qui s'y est effectué. C'est l'Angleterre, la France, l'Allemagne qui se chargeront de mettre en exploitation les riches mines de mercure, de plomb, de cuivre, de minerais de fer de l'Espagne et, dès ce moment, se stabilisera une structure économique que

l'instauration de la monarchie d'Alphonse XIII, en 1902, consacra et qui ne se modifiera pas fondamentalement au cours de la grande guerre et dans l'après-guerre.

Les zones économiques de l'industrie seront le textile de la Catalogne, une industrie mécanique qui s'y développera surtout avec la guerre de 1914 ; la Biscaye, avec son minerai de fer ; les Asturies et le nord de Léon, avec ses mines de charbon ; Murcie et Jaen avec son plomb. Fait caractéristique : ces entreprises, qui seront dans leur grande partie sous le contrôle du capital étranger, se borneront à extraire le minerai qui sera transformé en Angleterre, en France, en Allemagne, mais non en Espagne, qui restera essentiellement une zone d'extraction.

Par contre, l'Aragon, Valence, l'Estrémadur, la nouvelle et vieille Castille, l'Andalousie, la Galicie, resteront des zones essentiellement agricoles où, à côté des terres en friche, des terres non cultivables, des pâturages, se juxtaposeront des formes d'exploitation de la terre du type le plus divers et le plus opposé. En Catalogne dominant la petite et moyenne propriétés. A Valence existent des entreprises agricoles travaillant avec des méthodes d'exploitation modernes. En Estrémadur et en Andalousie, ce sont les grands latifundia et une exploitation de la terre avec des moyens ultra primitifs.

La guerre mondiale a bien secoué tout l'édifice économique et social de l'Espagne, mais elle en a respecté les caractères essentiels et l'afflux de capitaux étrangers qui s'est vérifié pendant cette période a déterminé une poussée de l'industrialisation, non dans le sens de la transformation de l'économie, mais dans le sens du développement de certaines de ses zones. Les grandes grèves de 1917-18, les mouvements sociaux qui ont suivi la guerre jusqu'en 1923, ont obligé le capitalisme de recourir à la dictature de Primo de Rivera qui, sous un terreur militaire féroce, devait empêcher les mouvements des prolétaires d'ébranler l'ensemble du système économique bourgeois. C'est seulement à ce prix que la bourgeoisie put diriger les bénéfices réalisés pendant la guerre vers le développement d'un réseau bancaire, des moyens de communication, de l'électrification. Et ici, à nouveau, l'armée n'a eu que la fonction